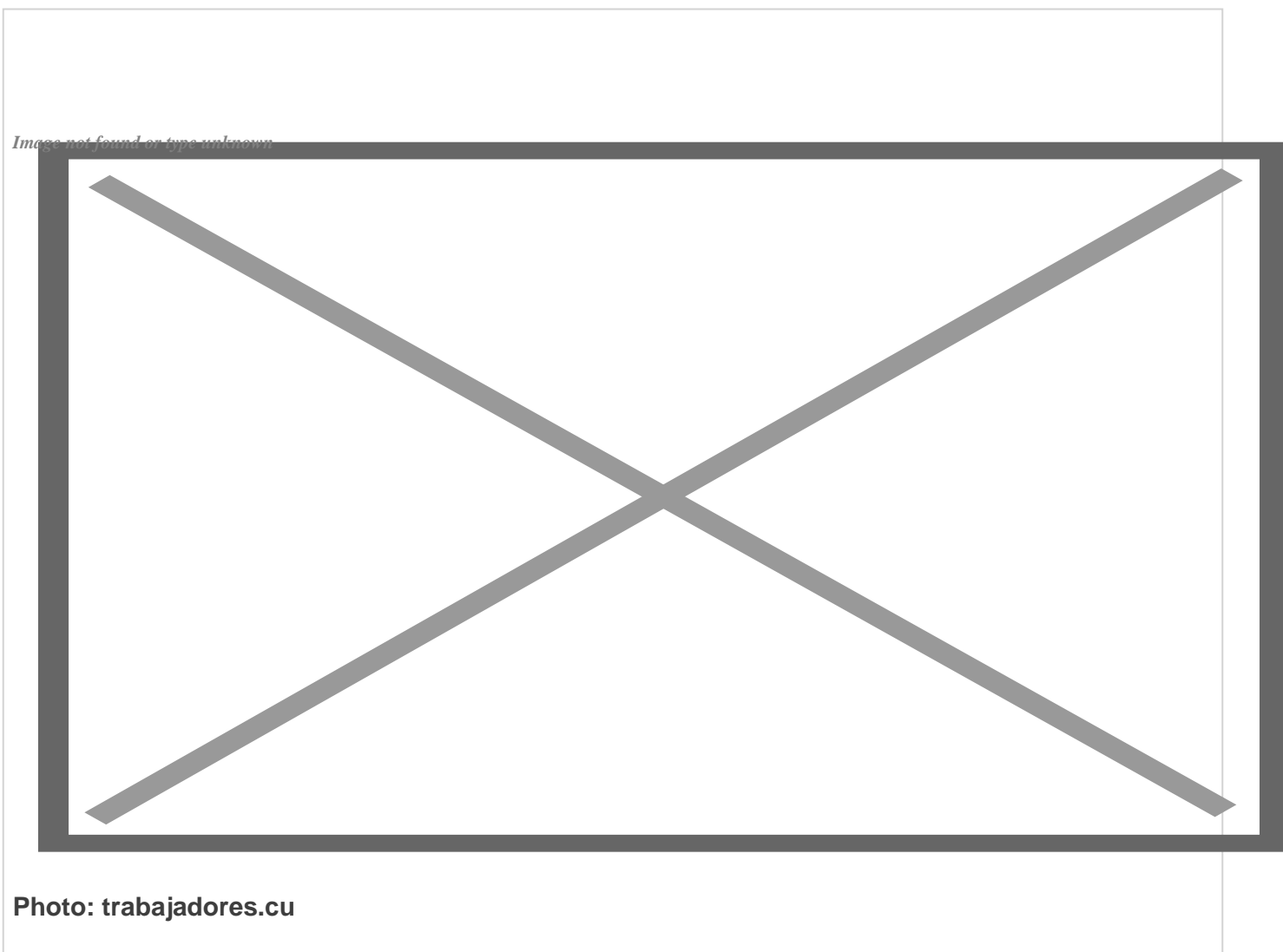


Le gouvernement brésilien lutte contre le travail forcé



Par Maria Josefina Arce

Les objectifs de développement durable prévoient de mettre fin aux formes contemporaines d'esclavage et de garantir le plein emploi décent pour tous.

Cependant, des millions de personnes dans le monde sont encore soumises au travail forcé, une violation de leurs droits humains.

Selon les spécialistes, cette forme d'exploitation cause des dommages irréparables aux victimes, qui travaillent de longues journées épuisantes, impliquant beaucoup d'efforts, et ne bénéficient pas de pauses régulières.

Bien que l'Amérique latine et les Caraïbes soient, selon les études, l'une des régions où l'incidence de ce problème est la plus faible, celui-ci reste très présent dans les pays de la zone, principalement en Amérique du Sud.

L'un d'entre eux est le Brésil, où le gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva mène une bataille contre ce fléau. Ces derniers jours, les forces publiques ont libéré des centaines de personnes de conditions proches de l'esclavage.

L'opération, qui a duré un mois et impliqué plusieurs institutions, s'est déroulée dans 15 États du géant sud-américain, dont Minas Gerais, Sao Paulo et Pernambuco.

Parmi les personnes secourues, près de 72 % travaillaient dans l'agriculture, 17 % dans l'industrie et 11 % dans le commerce et les services.

Il s'agit d'un vieux problème, que Lula da Silva a remis sur le devant de la scène, après le recul enregistré pendant les mandats du putschiste Michel Temer et de l'ultra-droitier Jair Bolívar.

En juin de l'année dernière, Lula da Silva a lancé une campagne de lutte contre le travail forcé, les horaires de travail disproportionnés et les restrictions à la liberté de circulation en raison de dettes présumées envers les employeurs, de manière plus intense et coordonnée.

Il avait déjà pris un certain nombre de mesures au cours de ses deux précédents mandats dont le lancement en 2003 du Plan national d'éradication du travail forcé.

Sous son administration, l'article 149 du code pénal a également été modifié afin de définir clairement ce qu'est le travail forcé et de progresser vers son élimination.

Le président brésilien a clairement exprimé sa volonté de lutter contre ce type de crime, qui porte atteinte à la dignité des êtres humains et constitue une violation de leurs droits.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/364563-le-gouvernement-bresilien-lutte-contre-le-travail-force>



Radio Habana Cuba